



# DÉCLARATION DE LA JEUNESSE : GLOBAL LAND FORUM YOUTH

## Définir un avenir avec des droits fonciers sûrs pour les jeunes

Nous, les jeunes activistes des droits fonciers réunis avec le soutien et la facilitation de la Land Coalition<sup>1</sup> en Jordanie du 21 au 23 mai 2022, unissons nos voix et nos efforts pour nous engager à rechercher des solutions communes aux problèmes auxquels les jeunes, dans toute leur diversité<sup>2</sup>, sont confrontés dans le monde pour posséder, accéder, gouverner et gérer la terre.

Avec notre engagement fort et notre énergie vibrante, nous nous consacrons à la création d'un avenir juste pour tous, dans lequel les droits fonciers des jeunes, des femmes, des peuples indigènes, des afro-descendants, des pasteurs, des pêcheurs, des agriculteurs familiaux, des paysans, des sans-terre et des autres communautés locales sont reconnus, garantis et respectés.

En tant que jeunes, nous reconnaissons la nécessité de travailler ensemble au-delà des frontières et des barrières nationales, régionales, générationnelles, sociales, économiques et autres, et de reconquérir notre espace. Nous reconnaissons l'immense pouvoir collectif de la jeunesse pour façonner et créer un avenir durable, en trouvant des solutions aux problèmes mondiaux auxquels nous sommes tous confrontés.

C'est dans cet esprit que nous avons élaboré la présente déclaration<sup>3</sup>, en partageant notre compréhension des problèmes auxquels les jeunes sont confrontés en matière de propriété, d'accès, de contrôle et de gestion des terres.

1 L'ILC se compose de 301 organisations de la société civile et organisations multilatérales de 81 pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes, d'Europe, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Amérique du Nord.

2 Tout au long de la déclaration, nous faisons référence à la jeunesse dans toute sa diversité.

3 Le comité de rédaction de la présente déclaration est composé des membres suivants: Kantuta Conde - Red de Jóvenes Indígenas de América Latina y el Caribe, Juan David Caro - Ypard, Samke Mkhize - Association for Rural Advancement, Judeon Young - Centre pour l'Environnement et le Développement, George Gambadattoun - Youth Initiative for Land in Africa, Moshin Khan - Ekta Foundation Trust, Krishna Khisa - Kapaeeng Foundation, Magnus Davidson - Community Land Scotland, Monica Usai - Libera contro le mafie, Rahaf Rifai - Agricultural Development Association and Areej Khalid from DANA, Jordan.

Nous vivons à une époque où :

## LA CRISE CLIMATIQUE

- Les effets rampants de la crise climatique privent les jeunes d'opportunités de s'engager dans la terre et entravent notre capacité et nos ambitions de posséder, d'accéder, de contrôler et de gérer la terre, avec un impact à long terme sur les moyens de subsistance et les systèmes alimentaires.
- L'insécurité foncière collective et individuelle des jeunes dans la crise climatique les rend encore plus vulnérables, ce qui contribue à leur marginalisation, à leur migration et à leur désenchantement, d'où la nécessité d'une approche intersectionnelle de l'action climatique.

## MAUVAISE GOUVERNANCE DE LA TERRE

- La mauvaise gouvernance, le manque de cadres juridiques et politiques et la corruption font que les jeunes sont souvent exclus des processus de prise de décision dans les sphères nationales et traditionnelles, ce qui marginalise le leadership, la gestion et l'accès aux ressources.
- En raison du manque de volonté politique, les lois ne sont pas correctement mises en œuvre pour assurer une participation significative des jeunes, en particulier des femmes, à la gouvernance foncière afin de garantir leur propriété, leur autodétermination, leur accès, leur contrôle et leur gestion des terres.
- Le manque de liberté d'association et de réunion entrave l'engagement actif des jeunes dans la gouvernance foncière centrée sur le peuple.

## LES CONFLITS VIOLENTS

- Les jeunes du monde entier, en particulier dans les zones rurales, sont confrontés à la pauvreté, à la discrimination structurelle, à la violence socioculturelle et au manque de protection des terres communautaires.
- Les jeunes issus des peuples autochtones, des afro-descendants, des paysans et des communautés locales font l'objet de déplacements forcés et d'abus de la part des industries extractives à grande échelle et de l'exploitation des ressources naturelles, avec un impact négatif disproportionné sur les jeunes femmes.
- Les jeunes militants des droits fonciers qui défendent leurs terres et leurs territoires font l'objet de persécutions, d'emprisonnements, de discriminations, de racisme et de harcèlement entraînant des tortures, des disparitions forcées, des décès et des déplacements privant leurs droits de la terre.

## INÉGALITÉS ET INJUSTICES

- L'inégalité et l'injustice croissantes dans le monde limitent l'accès des jeunes à la terre et aux ressources naturelles, ainsi qu'aux actifs productifs et aux ressources financières, ce qui inhibe leur capacité à s'engager dans l'agriculture, l'innovation, la conservation et la restauration.
- Les systèmes coloniaux, post-coloniaux et néo-coloniaux, ainsi que les systèmes fondés sur le néolibéralisme conduisent à une gouvernance foncière axée sur le profit, plutôt qu'à une gouvernance dirigée par les communautés ou les populations.

- L'accès inégal à l'éducation, à l'information et à la formation empêche les jeunes de s'engager dans le domaine foncier.

## NOUS NOUS RENCONTRONS DANS UNE RÉGION OÙ

Les jeunes sont affectés par l'occupation comme la Palestine, la crise climatique, les conflits, et le manque d'opportunités basées sur les normes sociales traditionnelles.

## AFIN DE RÉALISER UN CHANGEMENT DE PARADIGME POUR GARANTIR LES DROITS FONCIERS DES JEUNES :

**Nous attendons beaucoup de la prochaine Conférence des États parties (COP 27).** La COP27 devrait reconnaître le rôle des droits fonciers qui soutiennent les connaissances et les pratiques traditionnelles dans la lutte contre la crise climatique, permettre aux jeunes militants des droits fonciers, concevoir un mécanisme transparent et responsable pour déboursier les fonds convenus lors de la COP26 en ciblant les jeunes les plus vulnérables et créer une voie pour une transition juste vers le net-zéro qui offre aux jeunes l'accès et la propriété pour des moyens de subsistance durables.

**Nous demandons:** une participation active et significative des jeunes et une prise de décision inclusive, la mise en œuvre effective des lois et politiques publiques existantes qui bénéficient aux jeunes et l'abolition des pratiques discriminatoires.

**Nous rejetons** la corruption foncière, y compris le népotisme et le favoritisme, et demandons la transparence et la responsabilité, en utilisant des outils tels que les audits sociaux, en allant au-delà des promesses.


**Nous demandons** une part équitable de la terre et des ressources naturelles, en particulier pour les jeunes, les femmes, les peuples autochtones, les afro-descendants, les pasteurs, les pêcheurs, les agriculteurs familiaux, les paysans, les sans-terre et les autres communautés locales.

**Nous demandons** instamment l'accès à l'information, à la formation et à l'éducation, l'intégration de la technologie et de la numérisation et la promotion des pratiques agro-écologiques dans la gouvernance foncière et l'agriculture comme moyen de promouvoir une participation significative des jeunes. L'allocation de ressources est essentielle à cet égard.

**Nous demandons** des actions urgentes pour la sécurité des peuples indigènes, des défenseurs de la terre et de l'environnement et leur droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion, ainsi que la libération des prisonniers politiques liés à la terre et aux territoires.

## EN TANT QUE JEUNES LEADERS ACTUELS ET FUTURS DU MONDE:

**Nous nous engageons** à prendre le leadership dans les processus régionaux et mondiaux de lutte contre la crise climatique. Nous revendiquons notre espace et prendrons une responsabilité active pour faire de la terre une considération clé dans l'atténuation et l'adaptation au climat.



En s'appuyant sur le pouvoir créé lors du GLF Jeunesse, nous attendons des organisateurs du GLF Jeunesse qu'ils élargissent et renforcent nos réseaux de jeunes existants, qu'ils mobilisent des ressources et qu'ils tirent parti des points communs à travers la région pour établir des stratégies et veiller à leur mise en œuvre jusqu'à ce que nous nous retrouvions lors du prochain GLF Jeunesse. Pour ce faire, nous demandons une représentation obligatoire des jeunes au sein du conseil du ILC.

Nous travaillons ensemble pour faciliter la consolidation de la paix et la réconciliation, en présentant les droits fonciers des jeunes comme une voie essentielle pour sortir de la violence et des conflits.

Nous nous engageons à faire tous les efforts possibles pour apporter la solidarité mondiale aux luttes de nos pairs dans la région MENA, contre l'injustice sociale, l'occupation et la crise climatique et créer des opportunités pour eux.



**NOUS SOMMES PLUS FORTS ENSEMBLE!**